

LA GUERRE DES BOERS ET L'IMPERIALISME CANADIEN

Robert Page



LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU CANADA

BROCHURE HISTORIQUE No. 44

Rédacteurs de la
collection:

Terry Cook
(Archives nationales du Canada)

Gabrielle Blais
(Archives nationales du Canada)

Droits réservés par
LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU CANADA
OTTAWA, 1987

Photo couverture: *Les troupes canadiennes prennent d'assaut un «kopje» près de Sunnyside. C'est le baptême de feu de la Compagnie de Toronto, dans T.G. Marquis, Canada's Sons on Kopje and Veldt (Toronto, 1900), p. 165. Avec l'aimable concours des Archives nationales du Canada, C-15300.*

LA GUERRE DES BOERS ET L'IMPERIALISME CANADIEN

Robert Page

Traduction de
Yvon de Repentigny

ISBN 0-88798-127-5 *Brochures historiques*
ISSN 0700-6950 *Brochures historiques*
(imprimé)
ISSN 1715-8613 *Brochures historiques* (En
ligne)

Ottawa, 1987

LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU CANADA
BROCHURE HISTORIQUE No. 44

Né à Toronto, **Robert Page** a fait ses études primaires et secondaires à North York. Il a obtenu ses grades de B.A. et M.A. à l'Université Queen's, et son doctorat à Oxford. Sa thèse avait pour sujet les relations Canada-Empire entre les années 1895 et 1903. Ses recherches historiques portent sur l'impérialisme canadien, la mise en valeur des ressources naturelles ainsi que sur les questions environnementales. Il a enseigné l'histoire à l'Université Trent en Ontario de même qu'à la faculté des sciences de l'environnement et des ressources dont il a été directeur pendant plusieurs années. Outre son travail à l'université, il a réalisé de très nombreuses analyses des politiques de l'Etat en matière d'énergie et d'environnement. Il a en outre conseillé la nation dene devant la Commission Berger sur le pipeline de la vallée du Mackenzie. Il siège maintenant comme président du Conseil consultatif au ministre fédéral de l'Environnement. Son œuvre comprend les ouvrages intitulés *Canadian History Since Confederation* (Georgetown, 1972 et 1978), écrit en collaboration avec Bruce Hodgins, *Imperialism and Canada* (Toronto, 1972), ainsi que *Northern Development: The Canadian Dilemma* (Toronto, 1986). Il prépare actuellement une biographie de l'ancien premier ministre de l'Ontario, Sir George Ross.

LA GUERRE DES BOERS ET L'IMPERIALISME CANADIEN

Les quatre ans que durèrent la guerre des Boers furent des années mouvementées pour le jeune Canada qui s'acheminait vers l'émancipation politique. En octobre 1899, des troupes canadiennes franchissaient l'océan pour la première fois: ils «marchèrent sur Prétoria» pour aider l'Empire britannique dans sa guerre contre deux petits pays d'Afrique australe. Mais, contrairement aux deux conflits mondiaux du 20^e s., la mère patrie n'était pas menacée puisque la population apte au combat des républiques boers ne dépassait guère celle de la ville de Toronto. La suprématie britannique en Afrique n'en avait pas moins été contestée: cet affront ne pouvait rester sans riposte.

Composée à la fois d'une sorte d'idéalisme naïf et d'un patriotisme exacerbé, la fièvre belliqueuse qui s'ensuivit, et qui balaya le Canada, se rattachait au mouvement plus vaste de l'impérialisme. La Grande-Bretagne, il est vrai, était au faîte de sa puissance comme de sa splendeur tandis que le Canada, minuscule allié, devait se contenter, au mieux, de profiter par ricochet du rayonnement impérial. Cependant, la guerre des Boers et le militarisme qu'elle provoqua furent à l'origine de profondes inquiétudes, au Québec en particulier, au sujet des conséquences à long terme et des coûts de l'impérialisme pour le Canada. Les anti-impérialistes soutenaient qu'il y avait de bien meilleures façons d'utiliser les ressources financières et humaines du pays que de les affecter à des aventures impérialistes dans des régions éloignées du globe. Ainsi, cette singulière petite guerre entraîna de graves divisions politiques au sein du Canada, qui se firent sentir encore longtemps après le retour des troupes.

La nature de l'impérialisme canadien

Pendant les années qui suivirent la Confédération, rien dans les attitudes des Canadiens à l'égard de l'Empire ne laissait entrevoir la fièvre impérialiste à venir. Entre 1870 et 1890 certes, certains Canadiens manifestèrent bien leur fidélité envers la Grande-Bretagne, mais la plupart s'intéressaient fort peu aux événements et aux mouvements de l'extérieur. Tournés vers l'intérieur, ils n'avaient d'yeux que pour des querelles intestines et sectaires, comme l'affaire Louis Riel ou la question des écoles du Manitoba.

Par ses prises de position, mais aussi son inaction, John A. Macdonald reflétait largement ce courant: il affirma à maintes reprises sur la place publique son indéfectible fidélité envers l'Empire, mais favorisa bien peu toute mesure visant à consolider les liens existants. Par exemple, il s'opposa à l'envoi de troupes au Soudan pour secourir le général Gordon en 1884 et interdit plus tard à ses ministres d'engager le gouvernement dans le mouvement de fédération impériale. Néanmoins, si les liens impériaux furent jamais contestés, comme pendant la campagne électorale de 1891, Macdonald ne manqua pas de faire vibrer la corde patriotique en proclamant par exemple: «Sujet britannique je suis né, sujet

britannique je mourrai.» Il importe cependant de reconnaître le fait qu'il s'est décrit lui-même comme le défenseur du *statu quo* plutôt que comme l'avocat d'une véritable et étroite alliance avec la Grande-Bretagne par le truchement d'une quelconque fédération impériale. En effet, il fit appel aux solides traditions politiques et intellectuelles de loyalisme des Canadiens ainsi qu'aux craintes suscitées à l'époque par l'expansionnisme américain; dans ce contexte, l'Empire servait bien plus de rempart pour la défense de l'indépendance nationale.

Dans les années 1890, les Américains, par une politique extérieure agressive, dont le différend relatif à la frontière du Venezuela est une manifestation, ne firent que rallumer l'appréhension des Canadiens et renforcer la logique de l'alliance impériale. C'est à cette occasion que le tiède impérialisme de Macdonald fit place à une autre forme d'impérialisme, bien plus dynamique, bien plus fervente, dans maintes régions du pays. En Grande-Bretagne, comme au Canada, ce nouvel impérialisme prit de l'ampleur au point de devenir une puissante force non seulement politique et économique, mais aussi spirituelle et sociale. Issue de causes multiples, cette forme d'impérialisme revêtait plusieurs facettes. Parmi les plus importantes, on compte le très grand intérêt que les Canadiens portaient aux missions d'outre-mer: on voulait tout autant sauver des âmes qu'initier les populations aux bienfaits du progrès politique. Chez les protestants, on mobilisa un appui moral et financier sans précédent à la cause missionnaire. Le désir d'apporter le christianisme à des peuples moins favorisés par l'histoire comprenait tout à la fois des aspects politiques, médicaux, éducationnels, commerciaux et religieux. En qualité de plus haute forme de civilisation moderne, la Grande-Bretagne avait, croyait-elle, la responsabilité de transmettre les avantages dont elle jouissait aux peuples soi-disant arriérés. L'Empire britannique devait constituer le médium par lequel se réaliserait cette politique de puissance sous le couvert d'un processus de droit divin. Il faut comprendre pourtant, si l'on veut évaluer toute la force du mouvement impérialiste, qu'un idéalisme sincère animait nombre de participants; le poème de Kipling intitulé *Le fardeau du blanc* est fort révélateur à cet égard:

O Blanc, reprends ton lourd fardeau:
Mande au loin ta plus forte race,
Mets en exil tes fils, plutôt,
Pour servir ton captif fugace,
Afin qu'en lourd harnois il serve
La gent sauvage, au cœur mouvant,
Fraîche-conquise, sombre et serve,
Mi-diable, et mi-enfant.¹

¹ *Les Cinq Nations*. (Paris, 1920), p. 11.

La puissance de ce poème réside en ce qu'il est impossible de faire la part des choses entre le spirituel et le politique.

On retrouvait les thèmes de l'expansion du christianisme dans des biographies à la mode de martyres blancs, comme Livingstone, dans les offices dominicaux consacrés périodiquement aux missions par la plupart des Eglises et dans les importantes conférences inter-confessionnelles. Comme le veut le célèbre mot d'ordre, on voulait évangéliser le monde entier en l'espace d'une génération. Newton Wesley Rowell fixa même un objectif précis à la participation canadienne à l'œuvre évangélisatrice: convertir quarante millions d'âmes au moyen de 1 600 missionnaires au coût annuel de 3,2 millions de dollars. Pour ce faire, Rowell souhaitait que l'on ressucite au Canada l'esprit des Croisades par un prosélytisme militant. Même le *Globe*, journal sérieux s'il en est, ne peut résister à l'engouement que suscitait ce projet colossal: «Ces pérégrinations, ces martyres, ces dons de soi et toutes ces choses si chères à l'homme dans l'œuvre d'évangélisation de peuples antipathiques et arriérés forment le plus glorieux et rassurant chapitre de l'histoire de l'humanité.» Pour bien des Canadiens, comme pour le *Globe*, cette nouvelle «croisade» soulevait un grand espoir pour l'avenir de l'homme, un avenir fondé sur deux piliers: le christianisme et l'impérialisme. La propagation de la foi sous l'aile protectrice de l'Empire britannique devait ouvrir la voie à un autre âge d'or de paix et de prospérité. La *pax Britannica* céderait sa place à la *pax Christi*; l'impérialisme n'était que le bras séculier de l'expansion du christianisme. Compte tenu de ces facteurs, il n'est guère surprenant d'observer, chez maints Canadiens anglais, des comportements fort peu objectifs par rapport aux questions impériales, à une époque de grand zèle religieux.

D'autres causes toutefois sont à l'origine de la montée de l'impérialisme. En effet, sur un fond de fausse assurance et de chauvinisme délirant, se profilait une croissante incertitude quant à la capacité de la Grande-Bretagne de maintenir sa position dominante dans le monde. Au cœur même du problème se trouvaient d'inquiétantes tendances économiques: au début des années 1880, l'Allemagne et les Etats-Unis avaient détrôné la Grande-Bretagne, alors première puissance industrielle du monde, comme premiers producteurs d'acier; en outre, les produits manufacturés anglais commençaient à subir une concurrence accrue sur tous les marchés de Hong Kong à Buenos Aires. D'autre part, la Prusse avait fait la preuve indubitable de sa force militaire montante en écrasant la France en 1870, et de son *leadership* au sein d'une Allemagne unifiée. Comme s'amorçait la dernière décennie du 19^e s., les rivalités politiques s'aggravaient en Europe; en conséquence, le principe d'isolation sur lequel la politique de relations extérieures de la Grande-Bretagne avait été si longtemps fondée commençait à perdre de son lustre. De plus, si la *Royal Navy* dominait encore les mers du globe, il n'empêche que ses lignes de communication étaient dangereusement étirées pour protéger les intérêts britanniques qui étaient éparpillés sur tous les continents.

L'armée anglaise, quant à elle, paraissait bien petite et peu professionnelle comparativement aux énormes troupes levées par conscription sur le continent; elle était d'autant plus vulnérable qu'un grand nombre de ses hommes étaient cantonnés en Afrique et en Inde pour y tenir lieu de garnison. Etant donné donc l'évolution de la situation mondiale, certains ministres anglais, tel Joseph Chamberlain, songèrent à établir des conseils impériaux afin de drainer les ressources humaines ainsi que financières des colonies blanches quasi autonomes comme le Canada et l'Australie. Pour ces visionnaires, la création d'une «fédération impériale» concourait au maintien de la suprématie mondiale de la Grande-Bretagne. En invitant les colonies à leurs conseils, ils comptaient les convaincre de leur accorder de nouveaux appuis militaires et financiers. Ainsi, ironie du sort, le mouvement impérial, malgré toute son arrogance, est basé, du moins en partie, sur l'insécurité provoquée par un nombre croissant de dangers surgissant sur la scène mondiale.

Vers la fin du 19^e s., le Canada anglais s'éveillait de plus en plus aux questions impériales, certains pour les raisons mentionnées plus haut, d'autres pour des motifs différents. En 1897, par exemple, se tint à Londres le jubilé de diamant de la reine Victoria: on en profita pour organiser de majestueuses festivités impériales où jouèrent un rôle dominant des chefs de gouvernements coloniaux comme Laurier, et où l'on présenta des défilés militaires hauts en couleur. Au terme des cérémonies, Chamberlain présida une conférence coloniale à laquelle étaient conviés les premiers ministres des colonies. Si la conférence prit fin sans qu'il y ait eu entente formelle sur une quelconque centralisation impériale, il n'en reste pas moins qu'elle constituait un jalon de l'établissement de l'union rêvée par les impérialistes. En outre, face à l'aventure impérialiste de Théodore Roosevelt et de ses *Rough Riders* dans la guerre entre l'Espagne et les Etats-Unis, le Canada, pour ne pas être en reste, voulait se tailler une place au soleil par son rattachement à l'Empire britannique. En effet, le Canada n'était ni une colonie ni un pays indépendant, mais bien un état à moitié autonome, membre de la grande famille impériale. Aussi, soucieux de l'avenir de leur patrie, les Canadiens finirent par attacher une grande importance à leur rôle, fût-il subalterne, au sein du plus vaste empire de l'histoire: la Grande-Bretagne régnait encore en maître sur les mers du globe; ses possessions mondiales étaient innombrables; enfin, sur le trône depuis soixante ans, la reine et impératrice Victoria constituait le symbole même de la stabilité impériale. Au centre de l'organisation impériale se trouvait Londres, plaque tournante mondiale de la finance et du capital. De plus, c'est à Oxford, à Cambridge, à Londres et à Edimbourg que les écoles et universités canadiennes puisaient leur inspiration intellectuelle et recrutaient du personnel enseignant. C'est aussi dans la poésie de Rudyard Kipling, la musique d'Edward Elgar et les écrits historiques de J.R. Seeley que les thèmes de l'impérialisme revêtaient leur expression culturelle et esthétique. En somme, l'impérialisme finit par constituer un amalgame de tous les idéaux les plus sacrés de la société victorienne, avec toutes ses prétentions et contradictions.

Il s'exhale de ces divers ingrédients une sorte de fierté dans les réalisations de la «race» anglo-saxonne: en raison de la tradition parlementaire et impériale, les Anglo-Saxons croyaient avoir porté à leur perfection les principes démocratiques. Pour certains, tel George R. Parkin, principal du *Upper Canada College*, cette croyance était au centre même de la politique au Canada. Il expliquait d'ailleurs l'évolution du parlementarisme par une série de phases inspirées du darwinisme social. «La gloire, dit-il, du système politique anglais réside en ce que l'on dit souvent de lui qu'il est en constante évolution, qu'il s'adapte — et qu'il est en mesure de s'adapter sans cesse — aux besoins du développement national. Et, à la base de ce processus ininterrompu d'évolution, on trouve une caractéristique raciale. On peut ainsi dire, poursuit-il, sans fausse modestie raciale, que les Anglo-Saxons possèdent une capacité particulière pour l'organisation politique.» Parkin croyait en outre que la qualité de la race, au demeurant très saine, serait davantage améliorée au Canada grâce au climat nordique qui, par sa rigueur, dissuadait l'immigration de supposées races inférieures originaires du Sud, et, par conséquent, que le Canada avait un rôle clé à jouer dans l'Empire britannique. D'ailleurs, Parkin intitula son principal ouvrage *Imperial Federation: The Problem of National Unity*, ce qui en dit long sur son plaidoyer en faveur du resserrement des liens impériaux en une seule «nation» unifiée. A l'instar d'autres auteurs d'ouvrages sur le sujet, toutefois, Parkin était en proie à une contradiction fondamentale. Comment en effet pouvait-on concilier autonomie canadienne et fédération impériale? Ce qu'évita Parkin en ne proposant aucun véritable projet de fédération. Le romancier et historien Charles G.D. Roberts de même esquiva la question en affirmant que le problème n'existait pas: «Il est possible de concevoir une forme de fédération impériale qui garantisse l'autonomie des pays membres de façon à satisfaire les tenants de l'indépendance totale.» Les idéalistes de la trempe de Parkin trouvaient donc très séduisante l'idée de la création d'un état britannique à l'échelle mondiale, qui procurerait à tous ses sujets paix, marché unifié, prospérité et progrès spirituel par la propagation de la morale chrétienne. Si une telle vision pût avoir pour conséquence l'émergence d'un fort sentiment proimpérialiste, eh bien! soit, le pragmatisme britannique saurait éventuellement amener la création des structures politiques nécessaires. D'aucuns toutefois n'adhéraient pas à cette idée de fédération impériale dont les clauses seraient inscrites dans une constitution, mais favorisaient plutôt le projet plus vague d'«unité impériale» qui avait l'avantage de n'impliquer aucun — et potentiellement dangereux — changement de l'organisation de l'Empire.

Le mouvement impérialiste canadien s'est radicalement transformé pendant la décennie précédant la guerre d'Afrique du Sud. A cette époque, en effet, une légion de partisans issus des classes moyennes urbaines se joignirent aux rangs des Parkin, George Monro Grant (directeur de l'Université Queen's) et George Taylor Denison (magistrat de Toronto), tous premiers avocats du mouvement. C'est que, en transcendant les désagréments engendrés par l'urbanisation et

l'industrialisation, les idées d'empire semblaient rehausser la qualité de l'activité humaine. Les médias, aussi, contribuèrent à cette transformation: les nouveaux services télégraphiques transmettaient l'information rapidement de partout dans le monde, créant un nouveau sens d'instantanéité. Le Canada ne se sentait plus autant étranger aux événements qui survenaient en Afrique et en Asie. De plus, par pur esprit mercantile, la presse exploitait l'exotisme et le brutal; ce faisant, elle accentuait l'engouement pour l'impérialisme dont l'attrait semblait balayer l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord. En outre, invoquant des arguments faussement scientifiques chers aux darwinistes sociaux, certains prétendaient que les luttes entre empires faisaient partie d'un processus historique particulier: la lutte pour la survie que se livrent les peuples et les races, et qui doit aboutir à la victoire des plus aptes. Par conséquent, la guerre était inévitable car elle faisait partie de la sélection naturelle. Comme le dit un des défenseurs de ce processus: «A première vue, il peut sembler diabolique de faire dépendre le progrès de la survie du plus apte, mais en réalité c'est ce qui confère toute sa noblesse à la lutte pour l'existence, ce qui en fait l'ardent creuset d'où sortira le plus fin métal.» La plupart des impérialistes cependant étaient plus tempérés dans leurs propos et leurs idées: ils s'en tenaient aux aspects les plus idéalistes de l'impérialisme. En fait, on doit faire preuve de circonspection dans l'usage de ce terme puisqu'il revêt plus d'une signification suivant qui l'utilise. Il avait néanmoins comme dénominateur commun, au Canada, le postulat de la supériorité anglo-saxonne, postulat qui éveilla, comme nous le verrons, de légitimes craintes chez les non Anglo-Saxons.

Un autre facteur contribua à l'essor de l'impérialisme. Il s'agit de l'intérêt nouveau suscité par la puissance maritime et l'accès aux ressources naturelles. L'historien américain de la marine, A.T. Mahan, a écrit une série de livres sur le rôle central joué par le pouvoir maritime dans l'histoire et, en particulier, sur le rôle joué par la *Royal Navy* dans l'établissement des colonies et du commerce britanniques. Pour les pays industrialisés, la question de la marine était intimement liée à celle, capitale, de l'accès en tout temps, et ce, même en temps de guerre, aux sources de matières premières. Or, sans ajouter beaucoup à la puissance maritime de la Grande-Bretagne, le Canada pouvait assumer le rôle de fournisseur de vivres et d'autres produits essentiels. Il demanda donc à Londres de lui accorder une aide financière visant à promouvoir le commerce maritime par toutes routes de transport britanniques, qui pourraient être transformées en routes militaires au besoin. Avec ses lignes de chemin de fer transcontinentales et ses navires à vapeur qui sillonnaient l'Atlantique et le Pacifique, le Canadien Pacifique soutenait qu'il possédait les moyens d'établir une telle route impériale de Londres à l'Extrême-Orient. Le Canada sollicita aussi des subventions spéciales à l'égard d'une liaison télégraphique avec l'Australie, grâce à laquelle la Grande-Bretagne eut pu communiquer avec cette dernière par l'entremise du Canada, à l'abri de toute ingérence ou influence étrangère. C'est donc à l'aide d'arguments concernant l'Empire que des compagnies de transport et de

communications canadiennes tentèrent d'obtenir des subventions de Londres et de soutirer des affaires aux Américains.

Dans les années 1890, les exportateurs canadiens faisaient face à de plus en plus de barrières douanières aux États-Unis. Aussi, après l'imposition des tarifs dits Dingley en 1897 et d'autres mesures protectrices, ils décidèrent de chercher de nouveaux marchés ailleurs qu'en Amérique du Nord. Les îles Britanniques, et d'autres régions de l'Empire, constituaient la seule véritable possibilité. C'est pourquoi, au printemps de 1897 et à la veille du jubilé de diamant de la reine Victoria, le gouvernement Laurier annonça l'adoption d'un tarif préférentiel à l'entrée au Canada des produits britanniques. Cette mesure fut très bien accueillie au Canada: les impérialistes la considéraient comme une étape vers l'unité impériale, les partisans du libre-échange comme l'amorce d'une réforme tarifaire, et les industriels comme un moyen de défense contre leurs grands adversaires, les exportateurs américains. Certes, le Canada réduisit les tarifs sans attendre la réciprocité, mais plus d'un Canadien espéraient que la générosité de leur pays incitât la Grande-Bretagne à abandonner le libre-échange et à accorder à son tour un tarif préférentiel aux biens canadiens. Des dirigeants libéraux, comme George Ross de l'Ontario, firent d'ailleurs campagne en ce sens en Grande-Bretagne. En imposant par ailleurs des droits de douane pour couvrir les frais engagés dans la guerre des Boers, la Grande-Bretagne ranima les espoirs du camp impérialiste. En outre, il fallait au gouvernement Laurier assurer un marché à la production croissante de blé des Prairies nouvellement ouvertes à la colonisation: si le blé canadien avait joui d'un traitement privilégié sur le marché britannique, il aurait pu battre la concurrence des États-Unis, de la Russie et de l'Argentine. On en discuta fermement à la conférence impériale de 1902. Joseph Chamberlain, secrétaire aux colonies, démissionna même un an plus tard du gouvernement Balfour pour diriger une campagne de réforme tarifaire en Grande-Bretagne. Cette dernière toutefois n'était pas disposée à changer si radicalement sa politique tarifaire, et on dut attendre la Crise des années 1930 pour voir l'adoption de tarifs préférentiels.

L'importation du capital de Londres, capitale bancaire du monde, constitue un autre aspect lié à l'impérialisme canadien. La concurrence était âpre entre les investisseurs et promoteurs canadiens d'une part, et tous les autres demandeurs de capitaux du monde entier d'autre part. Elle l'était d'autant plus depuis que des scandales impliquant des sociétés ferroviaires et pétrolières avaient terni l'intégrité des milieux financiers canadiens. Heureusement, dans la dernière décennie du 19^e s., le Canada redora son blason à la faveur de l'expansion engendrée par la culture du blé, de l'imposition des tarifs préférentiels impériaux et de l'exceptionnelle participation de Laurier à l'occasion du jubilé de diamant de la reine à Londres. Le ministre des Finances Fielding affirma même que ces facteurs valurent au Canada l'octroi d'un prêt à 2,5 p. cent, soit le taux le plus bas jamais accordé à une colonie. A mesure qu'il assumait son rôle de partenaire secondaire

dans l'Empire, le Canada augmentait sa capacité d'emprunt, fait capital pour le financement de la construction des chemins de fer transcontinentaux et autres projets d'envergure auxquels songeait Laurier.

Les contrats d'approvisionnement constituent un autre exemple d'intérêts économiques liés à l'Empire. En effet, la Grande-Bretagne était toujours engagée dans quelque expédition ou guerre coloniale qui requérait des approvisionnements de toutes sortes, dont certains étaient acquis à l'extérieur. A partir de 1898, lord Strathcona, haut-commissaire du Canada à Londres, se tint à l'affût des occasions d'affaires qu'il transmettait à Ottawa. Après le début de la guerre du Transvaal, le gouvernement Laurier demanda à Londres de lui accorder la priorité en matière de contrats d'approvisionnement (chevaux, fourrage, vivres, uniformes, charrettes, baraquements, etc.) sur ses concurrents américains. Il réussit en outre à se faire octroyer de moins importants contrats par l'entremise du *India Office* à l'égard des forces britanniques dépêchées en Chine à cause de la révolte des Boxers (1900). Certaines des marchandises toutefois étaient de piètre qualité: des 30 000 uniformes livrés en Chine, un grand nombre étaient de mauvaise qualité; une bonne partie des conserves expédiées en Afrique du Sud étaient avariées. Etant donné que le gouvernement disposait d'un faible nombre de fonctionnaires pour faire l'inspection des fournitures, il ne faut guère se surprendre de tels problèmes. Il reste cependant que les contrats étaient une retombée de l'alliance impériale, et que Laurier n'hésita pas à s'en servir pour rallier des électeurs à son parti. De plus, pour les obtenir, le Canada n'invoquait pas des prix inférieurs ni une qualité supérieure, mais bien son appartenance à l'Empire. Certes, les facteurs pécuniaires n'ont jamais inspiré beaucoup d'enthousiasme pour l'Empire au Canada. Il n'empêche que de nombreuses compagnies canadiennes, dont Massey-Harris, voyaient dans l'Empire un lucratif marché à exploiter. Preuve que souvent le patriotisme et le capital s'entendent à merveille.

Par ailleurs, dans les années 1890, le Canada n'avait rien d'une puissance militaire. Dans la deuxième moitié du 19^e s., les expériences militaires du Canada au sein de l'Empire étaient peu nombreuses. Pendant la guerre de Crimée (1853-1856), la Grande-Bretagne avait recruté un régiment d'infanterie au Canada; mais l'expérience s'était soldée par un échec. En 1880, un peloton de canotiers avait été réuni pour guider une expédition envoyée au secours du général Gordon à Khartoum. De façon générale, cependant, le Canada n'avait pas de tradition militaire qui lui fût propre. L'armée régulière comprenait environ 1 000 hommes seulement, auxquels s'ajoutaient 35 000 miliciens mal entraînés et de peu d'utilité militaire. La milice servait principalement à protéger les pouvoirs publics en cas de grèves ou d'émeutes. Son plus grand test survint en 1885: quelques-uns de ses régiments furent dépêchés dans l'Ouest pour combattre la rébellion des Métis sur les rives de la rivière Saskatchewan-Nord. Fait plus grave, la structure de commandement était source de conflits entre les

autorités civiles et militaires. En effet, les forces canadiennes étaient commandées par un officier impérial nommé par Londres pour discipliner les vertes recrues coloniales, officier qui suscitait inévitablement l'hostilité en essayant d'extirper la politique de l'armée et d'inspirer un esprit militaire professionnel chez des miliciens indifférents. Comme, en outre, certains officiers de milice, tel Sam Huges, siégeaient aussi à la Chambre des communes, on accusait souvent le Parlement de favoritisme dans la nomination des officiers. D'autre part, la solde de simple soldat dans l'armée régulière ne s'élevait qu'à 40 cents par jour, soit moins que la moitié du salaire d'un ouvrier non qualifié. Selon l'historien Desmond Morton, ces problèmes rendaient le recrutement difficile: «Comme la vie de soldat était dure, monotone et mal payée, seuls étaient susceptibles de s'enrôler quelques rares enthousiastes et, le plus grand nombre, des recrues ayant échoué dans tout autre genre de travail.» Le seul véritable entraînement auquel était astreinte la milice se tenait dans des camps d'été où certains s'adonnaient à des beuveries et où régnait l'indiscipline. Néanmoins, vers 1890, la situation avait commencé à s'améliorer. En effet, le Collège militaire royal de Kingston produisait ses premiers officiers diplômés, on raclait les fonds de tiroirs pour acquérir de l'équipement neuf, l'intérêt pour la milice grandissait et on prenait conscience de son importance pour l'avenir du pays.

La guerre des Boers (1899-1902)

C'est sur cet arrière-plan d'impérialisme grandissant que la lutte entre la Grande-Bretagne et les deux républiques boers atteignit, à l'été 1899, son point culminant. Ce conflit tire son origine de la conquête de la colonie hollandaise du Cap par la Grande-Bretagne lors des guerres napoléoniennes; la Grande-Bretagne, qui cherchait ainsi à s'assurer la route de l'Inde par mer, dut en même temps prendre charge d'une population d'origine européenne étrangère et hostile, comme cela s'était produit en Nouvelle-France. Pendant les premières décennies de la domination britannique, des décisions politiques, telle l'abolition de l'esclavage, souleva l'ire des fermiers boers, au point de susciter leur émigration massive vers le Nord-Est où ils fondèrent deux républiques indépendantes, l'Etat libre d'Orange et le Transvaal, états qui durent se battre jusqu'à la fin du siècle pour conserver leur autonomie. La situation se compliqua en 1869 par la découverte de gisements de diamants à la frontière occidentale de l'Etat libre d'Orange, de même que, dans les années 1880, par celle du gisement aurifère le plus riche du monde dans le Rand au sud du Transvaal: ces découvertes attirèrent une légion de chercheurs d'or et de compagnies venant des quatre coins de la planète. Par peur de perdre la maîtrise de leur petit pays, les Boers répugnaient à accorder les pleins droits politiques aux mineurs étrangers (ou *Uitlanders*) dont Cecil Rhodes, allié à tous les adversaires du gouvernement Krüger, se fit le champion des griefs politiques. A cette époque, Rhodes était à la fois premier ministre de la colonie britannique du Cap au sud et propriétaire des mines de diamants Kimberley, d'une des plus grosses mines d'or du Rand ainsi

que d'une compagnie à charte qui gouvernait la Rhodésie au nord. Le raid anglais dirigé par Jameson au cœur du Transvaal à la fin de 1895 accentua les craintes du président Krüger face aux prétentions britanniques. Comme la Grande-Bretagne ne condamna pas le raid ni ne réprimanda Rhodes pour l'avoir mis sur pied et financé, les Boers commencèrent à s'armer et à se préparer pour la guerre. Et, lorsqu'arriva septembre 1899, il semblait bien que les jours des solutions pacifiques étaient comptés.

Comme s'envenimait la crise en Afrique du Sud durant l'été 1899, le cabinet Laurier était divisé quant à la prise de position à adopter face au conflit. L'aile québécoise, dirigée par Israël Tarte, s'opposait catégoriquement à l'envoi de troupes. Par contre, les ministres des Maritimes et de l'Ontario étaient nettement en faveur d'une telle mesure. Laurier, lui, y était très réticent. En coulisse cependant, un organisme financé par Cecil Rhodes, l'*Imperial South African Association*, intriguait pour arracher un engagement ferme au Canada. A la fin de juillet, le Parlement prit une timide résolution par laquelle il accordait son appui à la position britannique, mais qui ne contenait aucune référence à l'envoi de troupes. Sur ces entrefaites, le ministre de la Milice, Frederick Borden, ourdit la mise sur pied d'un contingent de concert avec le général Hutton, le commandant britannique de la milice canadienne. En septembre, Borden mit Laurier au courant de son projet, qui, le désapprouva fortement: «Ce dessein, dit Laurier, ne me dit rien qui vaille.» Néanmoins, loin d'être reléguée aux oubliettes la question fut étalée au grand jour sur l'initiative de Charles Tupper, chef du Parti conservateur, de la presse et des officiers de milice. Par exemple, stupéfiant ses supérieurs, Sam Hugues offrit de recruter et de mener un bataillon au combat. Autre exemple, le *Spectator* d'Hamilton publia une nouvelle suivant laquelle les Boers auraient dynamité un train transportant à son bord des femmes et des enfants britanniques qui fuyaient le Transvaal. La parution de cette nouvelle, au demeurant dénuée de tout fondement, et qui montre bien quel genre de journalisme foisonnait à l'époque, enflamma l'opinion publique et accentua la pression sur le gouvernement en faveur de l'envoi de troupes.

La position de Laurier s'affaiblit davantage lorsque Londres le pria instamment pour qu'il forme un contingent. En effet, le refus du Canada d'envoyer des troupes — contrairement à l'Australie qui l'avait fait — contrariait vivement le secrétaire aux colonies, Joseph Chamberlain, qui avait ordonné au gouverneur général du Canada, lord Minto, de faire pression sur Laurier. C'est d'ailleurs dans les instructions du premier au deuxième que l'on découvre les véritables desseins de Chamberlain: «La décision de Laurier en ce qui concerne le contingent me désappointe vraiment beaucoup. Notre intention n'est pas d'accepter d'offres de volontaires: nous n'en saurions que faire. En fait, l'occasion serait ratée si l'offre n'était pas avalisée par la colonie et si les troupes n'étaient pas intégrées à un corps d'armée colonial.» Il est clair donc que Chamberlain voulait créer un précédent en matière de participation des colonies

aux guerres impériales, et que c'était cela précisément que Laurier cherchait à éviter.

Le 7 octobre de la même année, Laurier quitta Ottawa pour Chicago où il devait prononcer un discours. Deux jours plus tard, les Boers adressèrent un ultimatum à la Grande-Bretagne, tout juste avant celui de cette dernière. Mais le fait que les Boers avaient déclenché en premier les hostilités diplomatiques renforça la position de Chamberlain et lui amena des appuis de tout l'Empire: c'est que l'ultimatum des Boers semblait conférer de la validité aux arguments suivant lesquels les Boers s'étaient jurés de bouter la Grande-Bretagne hors de l'Afrique du Sud avec la supposée aide de l'Allemagne. La question se résumait alors pour la Grande-Bretagne à la défense de ses territoires. Les premiers coups de canon furent tirés le 11 octobre 1899, soit à l'expiration de l'ultimatum des Boers. C'est alors que Laurier regagna Ottawa pour faire face à la plus grave crise ministérielle de son mandat: d'une part, les ministres d'expression anglaise militaient en faveur de l'envoi de troupes, d'autre part, Israël Tarte et ses collègues québécois y étaient farouchement opposés. «Quant, lança le *Spectator*, des britanniques, femmes et enfants indistinctement, sont lâchement massacrés par les Boers, il est grand temps que leur ami Tarte soit expulsé du gouvernement d'une loyale colonie britannique.» Ce à quoi répliqua calmement le principal journal libéral de l'Ontario, le *Globe*, que le Canada avait promis à Londres un contingent, mais que cette dernière avait prié le Canada de ne pas l'annoncer publiquement, ce qui n'était pas tout à fait vrai. De telles affirmations auraient dû servir d'avertissement à Laurier, que la maîtrise de son parti lui échappait. Pourtant, dès son retour à Ottawa, il adressa une note au gouverneur général dans laquelle il qualifiait la pression publique montante de «tentative secrète... faite dans le but de nous forcer la main.»

Le 12 octobre, le cabinet se réunit pour trouver une issue à l'impasse. Comme, à la fin de la journée, les membres du cabinet n'en étaient pas venus à une entente, Minto adressa un télégramme à Chamberlain précisant que Laurier était toujours contre l'envoi de troupes. Il rappela en outre à Laurier que le Canada avait besoin du concours de la Grande-Bretagne pour résoudre le différend relatif à la frontière de l'Alaska avec les Etats-Unis. Le soir même, Tarte convoqua une réunion des principaux députés canadiens français afin de consolider sa position. Malheureusement pour lui, il n'obtint pas l'appui unanime sur lequel il comptait puisque quelques députés, dont Raymond Préfontaine, maire de Montréal, refusèrent d'adhérer à sa ligne.

Le lendemain matin, le cabinet tint une autre réunion visant à réconcilier les deux camps, pendant qu'empiraient dans tout le pays les tensions entre anglophones et francophones. Le *Toronto News* attaqua sans ambages le Québec: «A moins que les Canadiens anglais de cette province (l'Ontario) ne soient des 'poules mouillées', ils ne toléreront pas la domination des Canadiens français, et, s'ils n'obtenaient pas satisfaction par voie de scrutin, ils trouveront les moyens

de s'affranchir du joug d'une race inférieure qu'un bizarre concours de circonstances a porté au pouvoir.» Compte tenu de tels propos, ainsi que du nouvel impérialisme qui y était lié, les ministres ontariens n'étaient pas d'humeur à faire marche arrière: ils n'entendaient pas céder le pouvoir aux Conservateurs aux élections de 1900. Après une journée de débats houleux, ils réussirent à amener Laurier à convaincre tout le cabinet d'accepter la proposition: un arrêté ministériel fut pris, qui autorisait la levée, l'équipement et le transport vers l'Afrique du Sud d'un contingent de 1 000 «volontaires» canadiens, sans la convocation du Parlement. On justifiait cette décision du fait «qu'on ne peut considérer l'arrêté, compte tenu des circonstances, comme la renonciation aux principes du parlementarisme et de la politique impériale, ni comme précédent.» Cette dernière phrase constituait une concession faite à Tarte et aux autres opposants à l'envoi de troupes. Les ministres l'acceptèrent, mais non Henri Bourassa, un jeune député libéral, qui démissionna, pour aussitôt après se porter de nouveau candidat. Réélu sans opposition, il devint un adversaire acharné de la guerre et de l'Empire.

Laurier fut aussi la cible de critiques de la part d'Ontariens pour s'être plié à certaines exigences des anti-impérialistes. Par exemple, John Willison, allié politique de Laurier et rédacteur en chef du *Globe*, tint les propos pour le moins acerbes suivants: «Je me dois de dire que je trouve déplorable que M. Tarte ait forcé la main du gouvernement sur cette question.» Laurier répliqua vivement à toutes les attaques dont il était l'objet au sein de son parti comme dans le public: «Les dépenses militaires sont d'une nature telle que l'on ne sait jamais où elles s'arrêteront; c'est pourquoi... je ne les favorise pas. Nous avons fait plus pour la défense de l'Empire en construisant l'Intercolonial et la ligne du Canadien Pacifique que si nous avions maintenu une armée active pendant les vingt dernières années... Nous ne devrions point tolérer toute manifestation de chauvinisme étroit.» En fait, pendant que le torchon brûlait toujours ardemment entre nationalistes canadiens français et impérialistes canadiens anglais, Laurier comptait que la voie médiane qu'il avait empruntée trouverait écho chez les nombreux modérés ne prenant parti ni pour les uns ni pour les autres.

En pressant Laurier d'envoyer des troupes en Afrique du Sud, les tenants de la participation canadienne à la guerre ne manquaient pas d'arguments. Le ministre fédéral de la Justice, David Mills, fit remarquer dans son livre *English in Africa* (1900) que les colonies britanniques émancipées se devaient de faire des sacrifices pour la sauvegarde de l'Empire. A son avis, s'il advenait que la Grande-Bretagne fût écrasée en Afrique du Sud, la position du Canada en Amérique du Nord ne pourrait que s'affaiblir. D'autres affirmaient que le Canada était redevable à la Grande-Bretagne des cinquante-cinq millions de dollars qu'elle avait injectés dans sa défense, et donc, qu'il devait voler à son secours en Afrique du Sud. On comparait la défense de l'Empire à une chaîne: sa force dépendait de celle de chacun de ses maillons. D'autres encore considéraient la question du

point de vue économique. Comme le dit un journaliste canadien: «Une présence forte de la Grande-Bretagne en Afrique du Sud présente d'importants avantages commerciaux pour le Canada. En effet, nos manufactures en sont maintenant à un stade où elles ont besoin d'un marché d'exportation. Sous l'aile protectrice de l'Empire, nos industries peuvent trouver dans cette région du monde le marché dont elles rêvent.» Par conséquent, il fallait y envoyer des régiments pour protéger les intérêts commerciaux canadiens: plus l'Empire était vaste, plus était vaste aussi le marché à la disposition des industries canadiennes. Laurier, quant à lui, fit part de sa propre vision des choses dans un émouvant discours qu'il prononça au moment du départ du premier contingent: «La cause pour laquelle vous vous embarquez aujourd'hui est celle de la justice, du salut de l'humanité, des droits de l'homme et des libertés religieuses. Vous ne partez pas pour une guerre de conquête... pour écraser la population hollandaise, mais bien pour établir en cette terre... la loi britannique afin d'assurer à tous l'égalité et la liberté.» Cette guerre «marque un jalon unique dans l'histoire de l'humanité: c'est un spectacle qui devrait remplir de fierté tous les Canadiens envers leur pays.» Comme Laurier savait ses compatriotes très sensibles aux questions de libertés civiles et religieuses, il espérait que cette explication les convaincrat plus sûrement que tous les autres arguments.

Les Canadiens en Afrique du Sud

Les activités des troupes canadiennes en Afrique du Sud constituent certes en elles-mêmes un intéressant chapitre de l'histoire militaire de notre pays, mais elles dépassent le cadre de la présente brochure, mis à part un bref compte rendu. Le premier contingent de 1 000 hommes d'infanterie (le *Royal Canadian Regiment*) fut rapidement recruté, équipé et transporté sur les lieux du conflit. Une semaine plus tard, Laurier en offrit un deuxième qui ne fut toutefois accepté par Londres qu'après les quelques défaites subies par les forces britanniques à la mi-décembre. Tout en venant appuyer l'Empire, le Canada faisait pour la première fois démonstration de sa propre puissance et de ses nouvelles aspirations nationalistes et impérialistes: pour la première fois, un régiment canadien autonome allait combattre à l'étranger sous les drapeaux de son pays, sous son propre emblème, la feuille d'érable, et sous le commandement d'un Canadien, le colonel Otter. Après deux mois d'entraînement sous un soleil de plomb et une discipline sévère, manquant d'eau et de vivres acceptables, infestés de poux, le moral au plus bas, les soldats canadiens furent affectés, à temps pour la bataille de Paardeberg, au gros des forces impériales sous les ordres du maréchal Roberts à la frontière occidentale de l'Etat libre d'Orange. A la grande joie de leurs compatriotes au pays, les troupes canadiennes jouèrent un rôle décisif sur l'issue des combats qui devaient mener à la capitulation des Boers. Lord Roberts félicita les Canadiens pour leur brillant assaut, tandis que Laurier exprima en Chambre une opinion partagée par plus d'un Canadien: «Nous devons tous sans exception ressentir une immense fierté en tant que

Canadiens à l'idée qu'en cette mémorable journée, notre pays s'est révélé au monde entier comme une nouvelle puissance.» Par suite de la bataille de Paardeberg, les Boers évitèrent soigneusement toute forme de guerre de positions où l'armée impériale pouvait, par la simple force du nombre, les encercler. Au contraire, habiles cavaliers, ils utilisèrent leur mobilité pour exécuter des incursions, souvent aux premières lueurs de l'aube, et s'évanouir aussitôt dans les vastes prairies africaines. Dans ce genre de guerre, l'infanterie canadienne était de peu d'utilité.

En revanche, le deuxième contingent, qui était composé d'hommes de cheval et d'artilleurs, convenait mieux aux grandes manœuvres d'encercllement et aux mouvements de reconnaissance des forces britanniques. La guerre se caractérisa dès le début par de longs intermèdes d'inaction ponctués de courtes périodes de furieux combats. Dans un tel état de choses, on risquait bien plus de succomber aux effets de la maladie et de la consommation d'eau contaminée, que de tomber sous les balles de l'ennemi. Néanmoins, en juin 1900, l'armée britannique entra dans Prétoria, la capitale du Transvaal. Il n'en fallait pas plus pour mettre l'Empire tout entier en liesse et lui faire croire que la guerre avait touché à son terme. Peu de temps après, le premier contingent termina sa période de service et rentra au pays. Le deuxième contingent combattit avec les colonnes britanniques, assura la protection des lignes de communication et battit la campagne à la recherche de petits détachements boers. En novembre 1900, après une bataille pendant laquelle l'arrière-garde canadienne repoussa les poursuivants ennemis, trois soldats canadiens se distinguèrent au point où ils se virent décerner la Croix de Victoria. Ce régiment fut plus tard augmenté d'une force privée de 540 cavaliers recrutés par lord Strathcona à ses propres frais. Lorsqu'à leur tour ces troupes rentrèrent au pays au début de 1901, il ne restait plus de bataillons canadiens en Afrique du Sud si ce n'est quelques volontaires affectés à des unités irrégulières, comme le *Canadian Scouts*, qui se chargea de quelques-uns des épisodes les plus violents de la guerre.

De juin 1900 au traité de paix de mai 1902, le conflit se mua en une rude guerre d'usure et de harcèlement. La stratégie du général Kitchener, successeur de Roberts, consistait à former des colonnes d'une grande mobilité chargées de traquer les commandos boers sur leur propre terrain et de leur enlever la possibilité de vivre de la terre. En outre, on parqua les femmes et les enfants boers dans des camps de réfugiés où l'on pouvait les nourrir et les loger. Cela permettait à l'armée britannique de pratiquer à grande échelle la politique de la terre brûlée (incendier les fermes, enlever le bétail et détruire les récoltes) afin de briser la résistance boer. Malheureusement, en raison de la mauvaise gestion des camps, près de 20 000 réfugiés furent emportés par la maladie. L'indignation que soulevèrent en Angleterre ces «méthodes barbares» conduisit à de sévères et nombreuses critiques de la guerre en 1902. On était à des lieues des idées véhiculées par Kipling dans son célèbre *Le fardeau du blanc*.

Compte tenu de la tournure qu'avait prise la deuxième phase de la guerre, on s'étonne un peu que le Canada ait offert d'autres troupes à la suite des élections de 1900. C'est au moment où la guerre devenait de plus en plus impopulaire, soit à la fin de 1901, que la Grande-Bretagne accepta l'offre canadienne. En janvier 1902, le Canada envoya un bataillon de 900 fusiliers, et un autre de 2 000 deux mois plus tard. Ces derniers arrivèrent toutefois trop tard pour pouvoir participer aux combats. Cet envoi de troupes semble avoir soulevé peu d'enthousiasme au Canada, et la Grande-Bretagne en assumait tous les frais. Le Canada recruta aussi un bataillon chargé de relever les réguliers britanniques de leurs fonctions de garnison à Halifax afin qu'ils puissent aller combattre en Afrique du Sud. De plus, les femmes canadiennes participèrent à l'effort de guerre, certaines comme infirmières militaires, d'autres en qualité d'enseignantes dans les camps de réfugiés chargées de l'anglicisation des réfugiés boers.

Somme toute, la contribution canadienne à la guerre ne constitua qu'une infime partie de l'effort de guerre total: le Canada recruta 8 400 hommes (les 1 200 hommes de garnison compris) comparativement aux 16 500 de l'Australie, aux 6 000 de la Nouvelle-Zélande et aux 355 750 des îles Britanniques. Au prorata du nombre d'habitants, la participation canadienne comptait pour environ 1/4 de celle de l'Australie et 1/6 de celle du Royaume-Uni. Sa contribution financière était aussi minime par rapport à celle du Royaume-Uni: 620 000 £ (fonds de Strathcona compris) contre 223 000 000 £. Plus encore, en achetant ses chevaux, ses vivres et son équipement militaire au Canada, la Grande-Bretagne y avait dépensé de plus fortes sommes que le Canada lui-même.

Les combats politiques au pays

Pendant la guerre des Boers, les combats militaires ne se déroulèrent pas tous en Afrique du Sud. Laurier eut des difficultés continuelles avec le général commandant la milice canadienne qui était un officier britannique nommé par le Canada sur recommandation du ministère de la Guerre à Londres. Lorsqu'éclata la guerre, le poste était occupé par le général Hutton; c'était un réformateur capable, dynamique et résolu, qui avait une inquiétante tendance à prendre la parole en public. Hutton voulait soustraire l'administration au jour le jour de la milice à l'ingérence du ministre. Il était d'avis que les contrats et nominations étaient par trop liés à des considérations partisans et il s'irritait de ce que ses propres actions soient examinées au Parlement par des députés qui appartenaient à la milice et étaient en fait ses subordonnés. Le ministre de la Milice, Fred Borden, voyait évidemment dans les propositions de Hutton un défi lancé à sa propre autorité, surtout du fait que Hutton proclamait qu'il avait l'intention de débarrasser la milice des funestes influences politiques qui la corrompaient. Laurier et ses collègues en vinrent par conséquent à demander que Hutton soit rappelé en Angleterre. Lorsque Minto, le gouverneur général, essaya de défendre Hutton,

Laurier menaça de démissionner et de plonger ainsi le pays dans une crise constitutionnelle. Laurier décida heureusement de passer par-dessus la tête du gouverneur général et présenta directement sa requête à Chamberlain, par l'intermédiaire du haut-commissaire du Canada à Londres. Hutton fut donc rappelé pour servir en Afrique du Sud et la crise passa. Cependant, le problème fondamental n'avait pas été éliminé et le successeur de Hutton, lord Dundonald, dut quitter le Canada en 1904 dans des circonstances similaires.

La plupart de ces querelles se passaient en coulisse et ne se répercutaient pas sur les réactions que la guerre éveillait dans l'opinion publique. A ses débuts, la guerre avait enflammé l'enthousiasme populaire au Canada anglais, comme en témoigne un phénomène social nouveau et assez bizarre que les anglophones décrivirent par le terme «mafficking» — l'expression désigne les scènes de rue tout à fait débridées qui accueillirent à Londres la délivrance de Mafeking. Lorsque la nouvelle prématurée de l'entrée des troupes britanniques à Prétoria arriva à Toronto, les bons citoyens de la ville perdirent soudain leur retenue habituelle. Il était onze heures et demie du soir lorsqu'on afficha les bulletins aux bureaux des journaux. La sortie des théâtres et des salles de concert était déjà passée et les rues étaient à peu près désertes. Ce furent d'abord les cloches des postes d'incendie, puis des églises qui réveillèrent la population. Tandis que les rues se remplissaient de monde, la nouvelle se propageait comme une traînée de poudre. On sortit des drapeaux, des trompes et des pétards; des défilés impromptus s'organisèrent; on alluma des feux de joie où l'on jetait tout ce qui pouvait brûler, aussi bien des piquets de clôture que des charettes de bois. La foule entonnait des hymnes patriotiques et «Nous marchons sur Prétoria» devint la chanson-thème de cette nuit. Comme l'observe un ouvrage de l'époque, «c'était la manifestation la plus spontanée d'effervescente bonne humeur que le public canadien ait jamais vécue.» Vers trois heures du matin, le tumulte s'apaisa et les rues se vidèrent jusqu'à l'aube. Mais l'agitation reprit de plus belle le matin. Il n'était pas question de travailler puisque le maire avait proclamé un jour férié. On décora les magasins et les maisons de drapeaux et de pavillons. La fête continua toute la journée jusque vers minuit lorsqu'enfin Toronto la sage se calma et que les gens allèrent se coucher.

Tandis que la guerre s'éternisait, les querelles politiques continuaient. Laurier, pris entre deux feux, essayait de gagner du temps. Il voyait d'un côté les Canadiens anglais fêter dans les rues, de l'autre, ses critiques québécois se regrouper sous l'égide de son brillant protégé, Henri Bourassa. Laurier et Bourassa défendirent leurs points de vue respectifs dans une série de lettres et de débats. Bourassa soutenait que l'envoi de troupes en Afrique du Sud allait à l'encontre de l'évolution du pays vers un gouvernement autonome, que c'était un pas vers une fédération militaire impériale et que la décision avait été prise sans même que le Parlement ne soit consulté. L'inclusion à l'arrêté ministériel de la clause qui précisait que cette décision ne devait pas constituer un précédent ne signifiait

rien dans la réalité; le précédent de fait, c'était la présence, en Afrique du Sud, de troupes canadiennes venues défendre des intérêts totalement étrangers au Canada. Le Canada renonçait à son autonomie constitutionnelle pour revenir à la dépendance d'une colonie de la Couronne. Bourassa se faisait le champion du *status quo* en essayant de contrer la centralisation révolutionnaire de Chamberlain et de ses alliés canadiens. Il se considérait aussi comme le porte-parole canadien du libéralisme de Gladstone. Le véritable libéralisme, en vogue vers le milieu de la période victorienne, était fondé sur le principe non expansionniste de la «petite Angleterre» et s'opposait donc aux excès de l'impérialisme. Bourassa accusait les libéraux canadiens d'avoir abandonné leur héritage idéologique en épousant le chauvinisme impérialiste des conservateurs.

A ces arguments, Laurier répondait en soulignant que des concessions réciproques étaient indispensables au bon fonctionnement de la Confédération. Les Canadiens français pouvaient soit coopérer avec le Canada anglais et se placer à la tête de la Confédération, soit s'isoler et former un groupe à part avec tous les périls que comportait un tel isolement. L'opposition de Bourassa ne portait pas seulement sur la question constitutionnelle, car il aurait refusé d'envoyer des troupes en Afrique du Sud même si le Parlement avait été consulté. En réalité, le Canada n'avait aucun moyen de faire échec à l'impérialisme; il avait seulement le choix entre la version britannique ou américaine. Laurier fit savoir qu'il regrettait profondément de voir Bourassa démissionner parce que, disait-il, il n'y avait pas entre eux la différence fondamentale que proclamait Bourassa. Il refusa d'attaquer Bourassa en public, dans l'espoir d'arriver à le ramener dans le giron du parti. Il ne put cependant garder le silence impunément; certains crurent comprendre qu'il approuvait l'attitude de Bourassa, ce qui, évidemment, était fort mal vu au Canada anglais. De plus, l'esprit de repartie et les sarcasmes de Bourassa enrageaient de nombreux impérialistes. Au cours d'une réunion publique où il essayait d'expliquer son opposition à la guerre et à l'impérialisme, quelqu'un avait crié du fond de la salle: «Mais n'oubliez pas que le soleil ne se couche jamais sur la gloire de l'Empire britannique!» Après une seconde de réflexion, Bourassa rétorqua: «Ce qui prouve bien que même Dieu ne fait pas confiance aux Britanniques dans le noir.» Dans le contexte émotivement chargé de la guerre des Boers, bien des Canadiens ne pouvaient ni pardonner ni oublier un tel manque de respect pour l'Empire.

Cette divergence de vues était nourrie par les versions contrastantes que donnaient de la guerre les presses francophone et anglophone. Les journaux anglophones faisaient écho à des communiqués de presse chauvinistes en provenance de Londres, qui évoquaient la justice de la cause britannique, la décence et la bravoure des soldats de Sa Majesté et dénonçaient le caractère répressif du régime de Krüger. La presse francophone, de son côté, s'inspirait des nouvelles commentées à Paris où le ton était résolument anti-britannique et proboer. Les communiqués de France exploitaient les aspects les plus révoltants de la guérilla:

les incendies de fermes, les camps et les atrocités qu'on attribuait aux troupes britanniques. On invoquait aussi d'autres arguments pour éveiller la sympathie au Québec. *La Vérité*, un hebdomadaire ultramontain de Québec, rejetait la responsabilité de la guerre sur les juifs et les financiers de Londres, tandis que *Le Temps* d'Ottawa soutenait que les Boers appartenaient en réalité à la race française parce que beaucoup de Huguenots fuyant la France s'étaient réfugiés en Afrique du Sud. On en vint donc, au Québec, à sympathiser avec les Boers qui souffraient l'ignominie d'une conquête par les Anglais, tout comme le Québec en 1759.

En dehors du Québec, l'opposition la plus ouverte et la plus tenace venait de Goldwin Smith. Tenant irréductible d'un libéralisme de laissez-faire, à la manière du milieu du 19^e s., il proclamait clair et haut ses critiques à l'égard de la guerre. Propriétaire du *Farmer's Sun*, un hebdomadaire rural qui comptait environ 15 000 lecteurs en Ontario, Smith vouait un ressentiment tout particulier à l'hérésie idéologique dont Laurier s'était rendu coupable en cédant aux pressions du public et en envoyant des troupes en Afrique du Sud. Il trouvait écœurant cet enthousiasme irraisonné pour l'Empire. Les volontaires partaient «massacrer des gens qui ne leur avaient fait aucun tort, par simple goût du sport et de l'action, ou pour ramasser quelques médailles...» L'Angleterre ne s'était pas trouvée dans une position morale aussi insoutenable depuis l'exécution de Jeanne d'Arc sur le bûcher. La suprématie britannique n'était qu'un moyen visant à protéger Cecil Rhodes et les intérêts financiers liés à l'industrie minière en Afrique du Sud. Le franc-parler de Smith semble avoir fait peu de disciples et le *Farmer's Sun* y perdit de nombreux abonnés. Lorsque Smith essaya de lancer un mouvement anti-impérialiste qui aurait fait le pendant au Canada anglais de celui de Bourassa, il se heurta à un échec. Et pourtant, il n'était pas seul à penser de cette manière; il y eut, ici et là, des exemples d'opposition à la guerre dans les milieux ouvriers et ruraux. Certains avançaient que les Boers étaient des gens simples et travailleurs qui avaient les mêmes valeurs qu'eux, ou encore que la guerre était un exemple de manipulation du processus politique par des capitalistes déterminés à le faire servir à leurs propres fins. Le potentiel d'opposition à la guerre par le pacifisme d'inspiration religieuse était quelque peu mis en sourdine à cause de l'éthique missionnaire de l'impérialisme. Il y avait aussi des voix qui s'élevaient en faveur des Boers dans les communautés irlandaises et allemandes, mais leur soutien était beaucoup moins évident qu'aux États-Unis. De fait, beaucoup de Canadiens s'inquiétaient davantage du climat général de militarisme que la guerre avait engendré. Le militarisme affleurerait même dans la poésie de l'époque:

Pour la patrie prenez le glaive;
Portez le coup fatal.
Que le sang coule par monts et vaux,
De l'océan, qu'il rougisse les flots!

Personne n'expliqua jamais ce qu'avaient bien pu faire les Boers pour provoquer de tels cris de vengeance et cette fièvre martiale semblait être de mauvais augure pour la tolérance et la paix entre les diverses ethnies du Canada.

Les événements qui se déroulèrent à Montréal en mars 1900 parurent justifier les craintes que soulevait la belligérence de la population. Lorsqu'au début de la guerre, les troupes britanniques avaient subi des revers, la presse francophone en avait profité pour narguer les Anglais; aussi, quand la fortune des armes changea avec la victoire de Ladysmith, les étudiants de McGill envahirent-ils les rues pour assiéger les locaux de *La Patrie*, du *Journal* et de *La Presse*. Ils montèrent ensuite une manifestation pour provoquer les étudiants de l'antenne montréalaise de l'Université Laval. Ceux-ci organisèrent une contre-manifestation et, dans la soirée, des «durs» de la ville se mêlèrent aux étudiants. Il y eut une émeute et on finit par faire intervenir la milice pour restaurer l'ordre et protéger les lieux. Cependant, des groupes rivaux brandissant, les uns l'*Union Jack*, les autres le drapeau tricolore, s'affrontèrent à plusieurs reprises pendant les nuits suivantes. Les échanges d'injures reprurent entre le *Star* et *La Patrie* et, en dehors du Québec, les journaux publiaient des articles sur la «guerre» de Montréal. Ces escarmouches alarmèrent un certain nombre de responsables québécois qui découvraient tout à coup la violence du sentiment populaire et se rendaient compte qu'il faudrait réagir avec circonspection aux événements futurs.

A la session parlementaire du printemps 1900, Bourassa introduisit une motion spéciale sur la guerre, où il soulignait la souveraineté du Parlement et soutenait qu'il fallait maintenir le *status quo* dans les relations avec l'Empire. Il expliqua sa position en termes soigneusement choisis dans un long discours qui remplit quarante-quatre colonnes du Hansard. Bourassa espérait gagner le soutien d'un bon nombre de Libéraux et de Conservateurs modérés que les passions impériales inquiétaient. Mais sa motion ne recueillit que dix voix, six parmi les Libéraux et quatre parmi les Conservateurs, tous des francophones. Pour Laurier, c'était une victoire importante à deux égards: le vote prouvait qu'il avait su contenir la révolte au sein du caucus québécois tout en démontrant à ses collègues anglais l'étendue des préoccupations du Québec face aux questions impériales. Le parti au pouvoir ne pouvait pas se permettre d'ignorer cet état de choses puisqu'il avait besoin du soutien de cette province.

En cette fin de printemps 1900, l'opposition continua à talonner le gouvernement, mais sans grand résultat. Les contrats de guerre étaient accordés en grand nombre et les Conservateurs s'employaient assidûment à découvrir un scandale. Le 6 juin 1900, F.D. Monk, Conservateur québécois, lança une série d'accusations portant sur les rations d'urgence qui étaient distribuées aux troupes canadiennes en Afrique du Sud. Laurier nomma aussitôt une commission d'enquête formée de quatre Libéraux et de trois Conservateurs, qui devait étudier les accusations. Le rapport de la majorité diagnostiqua certains problèmes de qualité, mais ne tira pas de conclusions générales. Le rapport de la

minorité conservatrice était une dénonciation virulente de fraude et de favoritisme qui mettaient en danger la vie des soldats canadiens. Lorsque le vote de la Chambre eut lieu, dix députés qui soutenaient d'habitude le gouvernement appuyèrent le rapport de la minorité, ce qui fit de ce vote la bataille la plus serrée de toute la session. Cependant, avec la prise de Prétoria en juin, les inquiétudes populaires diminuèrent. Pendant l'été, les manchettes des journaux parlèrent surtout de la révolte des Boxers en Chine et des préparatifs de l'élection présidentielle aux Etats-Unis. C'est donc sur fond d'apaisement des passions populaires que Laurier annonça une élection pour le début de l'automne.

Pendant la campagne électorale, les Conservateurs essayèrent de concentrer leurs attaques sur Israël Tarte et sur la question des contingents. Dans la presse conservatrice, on accusait Tarte d'être un traître à la solde des Boers et d'avoir la haute main dans le cabinet de Laurier. Même certains impérialistes furent outrés de cette campagne. Lord Minto écrivit à son frère: «Les articles des principaux journaux de l'opposition en Ontario ont été véritablement vicieux; leur objectif évident était d'attiser la haine des gens à l'égard du Canada français. C'est absolument monstrueux.» En Angleterre, «on n'accuse pas quelqu'un d'être déloyal parce qu'il critique la guerre, mais ici, il suffit qu'un Canadien français montre quelque tiédeur pour qu'il soit aussitôt traité de rebelle.» En fin de compte, les excès de langage des Conservateurs, qui traduisaient le désespoir d'un parti aux abois, nuirent à l'efficacité de la campagne conservatrice. De leur côté, les Libéraux firent campagne au Canada anglais sur le thème de leurs grandes réalisations impériales — le tarif préférentiel et les troupes envoyées en Afrique du Sud. En Ontario, province critique où les Conservateurs comptaient faire des gains appréciables, le premier ministre libéral, George Ross, appuya solidement sa campagne sur des arguments impériaux. Il soutenait que les Conservateurs avaient parlé de traitement préférentiel et de contingents coloniaux, mais que c'était les Libéraux qui étaient passés à l'action. Etant donné les réticences québécoises, il était politiquement utile pour Laurier que quelqu'un d'autre se charge de prêcher l'essence du message impérialiste. Pour sa part, il plaidait pour un renouvellement du sentiment d'unité nationale symbolisé maintenant par le coude à coude des Canadiens francophones et anglophones qui se battaient ensemble en Afrique du Sud. Certains Libéraux arguaient des premières manifestations de prospérité économique pour prouver le succès de la gestion libérale, contrats de guerre anglais compris. Au Québec, des Libéraux et des Conservateurs dissidents incluaient dans leur programme des arguments anti-impérialistes et anti-guerre. Ni l'un ni l'autre parti n'essaya de discipliner ces rebelles nationalistes de peur de les perdre. Dans la campagne électorale, le fait important n'était pas la différence entre les partis, mais les dissensions internes au sein de chacun.

Les résultats de l'élection furent la nette expression d'un vote de confiance pour Laurier et pour son attitude modérée envers l'impérialisme. Sa majorité

passa de vingt-trois, en 1896, à cinquante-trois grâce aux gains qu'il réalisa au Québec et dans les Maritimes. Au Québec, les Conservateurs perdirent la moitié de leurs sièges tandis qu'en Ontario, ils en gagnèrent douze. Certains de leurs militants traditionnels, qui avaient abandonné le parti en 1896 à cause de la question scolaire au Manitoba, renouaient maintenant avec le parti à cause de l'impérialisme. En dehors de l'Ontario, la question de la guerre sembla avoir peu de répercussions, et la prospérité économique assura la victoire aux Libéraux. L'élection arrivait six mois trop tard pour que la stratégie des Conservateurs réussît.

Dans les mois qui suivirent l'élection de novembre, les dissensions partisans s'atténuèrent. Tupper démissionna de la direction du parti conservateur et il fut remplacé par Robert Borden (cousin du ministre libéral de la Milice et de la Défense). Comme le style de Borden était moins strident et moins emphatique, les discussions sur l'Empire prirent un ton plus modéré. De plus, toutes les troupes canadiennes étaient soit rentrées au pays, soit sur le chemin du retour. Toutefois, si les querelles partisans s'apaisaient, il n'en était pas de même des tensions ethniques. Après l'élection de 1900, Bourassa et les nationalistes québécois continuèrent leurs attaques à l'encontre de Laurier. Petit à petit, leur cheval de bataille était passé des arguments isolationnistes à la condamnation morale de l'impérialisme. En mars 1901, Bourassa proposa au Parlement une motion grosse de controverse: il demandait que le gouvernement britannique fît la paix en Afrique du Sud en reconnaissant l'indépendance des deux républiques Boers; il réclamait en outre que le Canada n'envoie plus de contingents en Afrique du Sud et que les Britanniques cessent de recruter des volontaires au Canada. De plus, puisque le Canada avait consacré à l'effort de guerre des vies humaines et des ressources, il méritait une place à la table des négociations de paix. En guise de réponse, Laurier se dit étonné que Bourassa, qui avait été tellement opposé à l'envoi de troupes, se préoccupât tant d'être présent à la conférence de paix. D'autre part, la guerre était presque terminée et la proposition concernant l'envoi de troupes supplémentaires était purement théorique. Laurier espérait voir en Afrique du Sud une confédération à l'ombre du drapeau britannique, où la liberté et l'égalité seraient garantis pour tous. La motion de Bourassa ne gagna que trois votes, après quoi, pour se purifier de la déloyauté de telles opinions, les députés se levèrent et entonnèrent le «God Save the Queen». Cependant, lorsqu'au début de 1902, on envoya des troupes fraîches en Afrique du Sud, certaines positions de Bourassa semblèrent justifiées.

Pendant ce temps, Bourassa s'employait à entretenir l'intérêt du public québécois pour la question de l'impérialisme. Il délivra son message en des termes plus mordants que jamais au Théâtre National de Montréal. Après avoir épuisé les ressources humaines des îles Britanniques et entourée qu'elle était de rivaux hostiles, l'Angleterre, disait Bourassa, se tournait maintenant vers ses colonies pour y trouver les recrues dont elle avait besoin pour perpétuer sa

«frénétique ambition». Dans sa vaine poursuite de l'or et du militarisme, Chamberlain avait corrompu les honorables traditions politiques du Royaume-Uni. Son credo était arrivé jusqu'au Canada grâce à des gens comme lord Minto et le général Hutton. En soutenant le mouvement impérialiste au Canada, Minto avait fait fi des traditions constitutionnelles de sa charge. Hutton s'était vanté d'avoir démoli un cabinet en Australie et d'être prêt à recommencer au Canada. De plus, Cecil Rhodes avait envoyé ses émissaires au Canada pour promouvoir le soutien d'une politique d'agression en Afrique du Sud. On avait aussi persuadé beaucoup de Canadiens d'adhérer au mouvement impérial en distribuant judicieusement honneurs et titres de noblesse. Lorsque le public avait commencé à embrasser la cause impériale, Chamberlain avait imposé la guerre en Afrique du Sud pour que la passion du moment porte les colonies vers une fédération impériale. Les politiciens canadiens semblaient répondre au seul désir d'accéder au pouvoir ou de s'y maintenir; ils étaient prêts à abandonner les intérêts et les principes canadiens pour se tailler une place dans la gloire de l'Empire. L'impérialisme détruisait aussi l'esprit de tolérance et de coopération qui était indispensable au fonctionnement de la Confédération. A l'époque de Laurier, concluait Bourassa, la philosophie libérale au Canada avait sacrifié au matérialisme, au militarisme et à l'impérialisme; elle avait, autrement dit, épousé quelques-uns des aspects les plus haïssables de la doctrine des Conservateurs.

Durant l'été 1902, les nationalistes se regroupèrent en une vague alliance derrière Bourassa; parmi eux se trouvait l'éminent Conservateur, F.D. Monk. Aussitôt après le traité de paix en Afrique du Sud, un ralliement fut organisé à Drummondville. Cinq mille personnes vinrent écouter Bourassa, Monet et Lavergne. On télégraphia à Londres pour informer Laurier des résolutions adoptées et le fortifier dans son opposition aux projets de Chamberlain qui, à la conférence coloniale, cherchait à user de la coopération impériale qu'avait suscitée la guerre pour obtenir la formation d'une fédération ou, du moins, la consolidation de l'Empire.

Bourassa continuait de publier des articles et des pamphlets en anglais pour essayer de gagner des partisans en dehors du Québec. Toutes ces activités aboutirent, en mars 1903, à la création de la Ligue nationaliste présidée par Olivar Asselin et animée par Bourassa. A l'instar des radicaux britanniques comme John Hobson, ils expliquaient la guerre des Boers et le succès apparent du mouvement impérial au Canada par une conspiration très compliquée. En octobre la Ligue comptait 10 000 membres et on disait qu'elle allait devenir un nouveau parti politique rivalisant avec Laurier dans sa province natale. Ces rumeurs ne se matérialisèrent pas immédiatement, mais la menace ne cessa de couvrir sourdement jusqu'à ce qu'en 1909-1911, la question de la marine remît l'impérialisme au centre des préoccupations politiques du gouvernement fédéral et du Québec.

Conclusion

L'expérience canadienne dans la guerre des Boers a eu des composantes militaires et politiques. Pour les soldats qui allèrent combattre en Afrique du Sud et pour leurs partisans au pays, ce fut l'affirmation du nouveau rôle du Canada comme nation militaire et comme codéfenseur de l'Empire. Le Canada entrait dans l'âge adulte et était impatient de tester ses forces neuves de jeune pays. Cet état de choses fit qu'à long terme, la guerre contribua à faciliter une réforme plus profonde de la milice, à forger le débat de 1909-1911 sur la marine et à préparer — idéologiquement et militairement — l'impressionnante participation du Canada aux deux guerres mondiales. Au Canada anglais, la guerre et l'impérialisme renforcèrent un sentiment grandissant de confiance nationale: le Canada avait fait son entrée sur la scène internationale, non pas en tant que colonie anglaise, mais en tant que jeune partenaire du plus puissant empire que le monde eût jamais connu. Ce nationalisme grandissant s'appuyait en outre sur le potentiel économique de l'Empire, et l'alliance impériale permettait au Canada de renforcer ses relations diplomatiques avec les États-Unis. Les sentiments nationalistes étaient encore exacerbés par l'idée couramment en vogue à cette époque de l'appartenance culturelle et politique à une union anglo-saxonne pan-britannique où l'Angleterre et ses anciennes colonies partageaient la mission altruiste du fardeau de l'homme blanc.

Mais, par une ironie du sort, l'impérialisme et la guerre des Boers imposèrent aussi un lourd tribut à l'unité nationale du Canada. Avec l'avènement de la guerre, l'impérialisme cessa d'être, pour les Canadiens français, une idée abstraite et devint une brûlante réalité qui sema la discorde sur la scène politique canadienne. Si le nationalisme canadien anglais était issu de l'impérialisme, le nationalisme canadien français se nourrissait de l'opposition à l'impérialisme. Il en était résulté que Laurier avait vu sa position disputée dans sa propre province. Lorsque, pendant la Première Guerre mondiale, le Canada anglais allait une nouvelle fois faire appel au soutien des Canadiens français, le Québec se souviendrait des excès de l'impérialisme britannique en Afrique du Sud. De plus, pour les Canadiens français, la guerre des Boers était symboliquement liée à leur propre conquête en 1759. Pouvait-on raisonnablement espérer qu'ils aideraient à conquérir une autre Nouvelle-France pour l'Empire britannique? Pour Bourassa, la tragédie était d'autant plus grande que le chef du gouvernement et plusieurs de ses ministres venaient du Québec, mais avaient les mains liées à cause de la puissance de la majorité anglophone.

Tandis que le Canada entrait dans le 20^e s., ces tensions au sein du fédéralisme canadien ne pouvaient se dissimuler ni dans l'euphorie de la victoire sur les Boers, ni dans la prospérité toute neuve qu'avait apportée l'ère de Laurier; elles reviendraient hanter la politique canadienne et donner le ton des relations anglo-canadiennes pour les décennies à venir.

OUVRAGES À CONSULTER

Depuis vingt ans, il existe un intense débat entre historiens à propos de la teneur de l'impérialisme canadien. Le principal ouvrage sur la question est l'œuvre de Carl Berger, *The Sense of Power: Studies in the Ideas of Canadian Imperialism, 1867-1914* (Toronto, 1970), dans lequel l'auteur soutient que l'impérialisme est une forme primitive du nationalisme canadien. Dans la même veine, on compte l'article de Robert Page, «The Canadian Response to the Imperial Idea during the Boer War Years,» *Journal of Canadian Studies* (Février 1970), dans lequel Page accorde toutefois une importance plus grande aux aspects politiques et sociaux. Plus tard dans la même année, deux auteurs contestèrent l'interprétation de Berger et de Page: Douglas Cole dans l'article «Canada's 'Nationalist' Imperialists,» *Journal of Canadian Studies* (Août 1970) et Terry Cook dans l'article «George R. Parkin and the Concept of Britannic Idealism,» *Journal of Canadian Studies* (Août 1975). Ils affirmaient tous deux que l'impérialisme canadien n'était qu'une excroissance du nationalisme britannique ou anglo-saxon. Une autre voix discordante se fit entendre dans l'historiographie canadienne. Il s'agit de Norman Penlington qui fit valoir, dans son *Canada and Imperialism, 1896-99* (Toronto, 1965), que l'impérialisme canadien était né des tensions dans les relations canado-américaines.

Parmi les premiers ouvrages des partisans du mouvement impérial, on compte ceux de George T. Denison, *The Struggle for Imperial Unity* (Londres, 1909) et de George R. Parkin, *Imperial Federation: The Problem of National Unity* (Londres, 1892). Pour une critique contemporaine des idées de l'époque, voir le livre de Goldwin Smith, *In the Court of History: An Apology for the Canadians Opposed to the South African War* (Toronto, 1902). Il n'existe pas, outre quelques thèses et mémoires, de biographies des plus grands impérialistes. Néanmoins, Elisabeth Wallace en a écrit une sur un libéral, *Goldwin Smith: Victorian Liberal* (Toronto, 1957). Toutefois, Carl Berger a rassemblé, dans *Imperialism and Nationalism, 1884-1914: A Conflict in Canadian Thought* (Toronto, 1969), les arguments des impérialistes et ceux de leurs adversaires, qu'il a fait précéder d'utiles introductions.

Certains ont rapporté d'Afrique du Sud des comptes rendus de première main: S.M. Brown, *With the Royal Canadians* (Toronto, 1900); W.S. Evans, *The Canadian Contingents and Canadian Imperialism* (Toronto, 1901); E.M. Graham, *A Canadian Girl in South Africa* (Toronto, 1905); W. Hart-McHarg, *From Quebec to Pretoria* (Toronto, 1902); E.W.B. Morrison, *With the Guns in South Africa* (Hamilton, 1901); et T.G. Marquis, *Canada's Sons on Kopje & Veldt* (Toronto, 1900). Le meilleur est sans doute celui de W.S. Evans.

Il n'y a à l'heure actuelle aucune étude complète des faits et gestes des troupes canadiennes en Afrique du Sud, si ce n'est celle de Carman Miller, qui sera bientôt terminée. Pour la meilleure introduction, on lira l'ouvrage de Desmond

Morton, *The Canadian General: Sir William Otter* (Toronto, 1974), et celui de Carman Miller, «A Preliminary Analysis of the Socio-Economic Composition of Canada's South African War Contingents,» *Histoire Sociale* (Novembre 1975). Dans le livre de Richard Preston, *Canada and Imperial Defense* (Durham, 1967), on trouvera une bonne vue d'ensemble de la position du Canada vis-à-vis les questions de la défense impériale.

Lord Minto a fait l'objet, par ailleurs, de nombreuses recherches: John Buchan, *Lord Minto: A Memoir* (Londres, 1924); Carman Miller, *The Canadian Career of the Fourth Earl of Minto* (Waterloo, 1980); et P. Stevens & J.T. Saywell, *Lord Minto's Canadian Papers*, 2 vol., (Toronto, 1981, 1983). L'ouvrage de John Kendle, *The Colonial Conferences* (Londres, 1967), tisse la trame de fond des conférences de 1897 et 1902. Quant à la politique centralisatrice de Chamberlain, elle a fait l'objet de nombreuses biographies qui couvrent en détail les controverses issues de la guerre des Boers. L'ouvrage le plus solide portant sur les thèmes exposés dans la présente brochure est peut-être bien celui de H. Blair Neatby, *Laurier and a Liberal Quebec* (Toronto, 1973).

Henri Bourassa a écrit une série de brillants pamphlets que l'on peut lire tant en français qu'en anglais: notamment, *La guerre sud-africaine* (Ottawa, 1900), et *Great Britain and Canada* (Montréal, 1901). Pour un recueil plus récent, se reporter à l'ouvrage de Joseph Levitt, *Henri Bourassa on Imperialism and Biculturalism* (Toronto, 1970). Pour des thèmes québécois plus généraux, voir A.I. Silver, «Some Quebec Attitudes in an Age of Imperialism and Ideological Conflict,» *Canadian Historical Review* (Décembre 1976). Sur le rôle de la presse, se reporter aux interprétations divergentes contenues dans «English-Canadian Opposition to the South African War as Seen Through the Press,» *Canadian Historical Review* (Décembre 1974), de Carman Miller, et dans *Imperialism and Canada, 1895-1903* (Toronto, 1972), de Robert Page.

La plus solide histoire générale de la période demeure l'œuvre de R.C. Brown et Ramsay Cook, *Canada 1896-1921: A Nation Transformed* (Toronto, 1976). Cet ouvrage comprend des listes exhaustives de sources secondaires pour les lecteurs qui voudraient approfondir une question en particulier.

